



ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ CARBONE ET ADAPTATION DANS LES AIRES MARINES PROTÉGÉES D'AFRIQUE DE L'OUEST

Réf.
39

| Expert(s) | Pays | Volume (hj) | Montant* (€) | Bénéficiaire | Financement | Début | Fin | Partenaires | Référence |
|---------------|---|-------------|--|--------------|-------------|------------|------------|-------------|---|
| Maden Le Crom | Mauritanie, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée depuis la France | 6 | 4 200 <i>*activité de l'expert cité, alors au sein d'ONFI</i> | RAMPAO | FIBA | Juil. 2010 | Juil. 2010 | n/a | goyet@lafiba.org +33 6 07 70 75 29 |

| Description détaillée du projet | Nature des services fournis |
|--|--|
| <p>Début 2013, le Réseau des aires marines protégées d'Afrique de l'ouest (RAMPAO) est constitué de 22 aires marines protégées (AMP) en Mauritanie, au Sénégal, en Gambie, en Guinée Bissau, et en Guinée. Une AMP bientôt incluse dans le RAMPAO est en cours de création au Sierra Leone.</p> <p>Ces AMP bénéficient depuis plusieurs années d'actions pour la protection des écosystèmes et de gestion durable des ressources naturelles, notamment des forêts. Ces actions participent à atténuer les changements climatiques en préservant les puits de carbone que sont les forêts et en évitant des émissions de gaz à effet de serre due à leur dégradation.</p> <p>La Fondation internationale du banc d'Arguin (FIBA) a souhaité analyser les opportunités de soutenir ces activités par les financements climatiques.</p> <p>L'étude visait donc à vérifier que les actions de gestion des AMP ont un impact bénéfique sur le climat et d'identifier les opportunités et contraintes pour l'accès aux financements REDD+ au travers du développement de projets.</p> <p>Les experts mobilisés ont par ailleurs exploré la piste des financements pour l'adaptation aux changements climatiques.</p> | <p>Les données disponibles sur les stocks de carbone dans les AMP ciblées et les tendances passées d'évolution du couvert forestier étaient insuffisantes pour évaluer les émissions et absorptions de gaz à effet de serre avec et sans les activités de gestion durable. L'analyse a donc porté sur les opportunités pour l'élaboration de nouveaux projets permettant des impacts positifs mesurables sur le climat, valorisables sur les marchés du carbone.</p> <p>L'identification des zones d'intérêt a été faite sur la base de (i) la disponibilité des données sur les stocks de carbone et leur évolution, (ii) l'importance présumée de ces stocks, (iii) les facteurs de pressions identifiés et possibilités de lutte (iv) l'intégration des activités envisagées dans les politiques nationales de lutte contre les changements climatiques, d'adaptation aux changements climatiques, ainsi que d'autres politiques sectorielles et (v) des possibilités de financement. Trois sites d'intérêt ont ainsi été identifiés :</p> <ul style="list-style-type: none"><input type="checkbox"/> La Réserve Biosphère du Delta du Saloum (Sénégal) ;<input type="checkbox"/> Le Parc National naturel du fleuve Rio Cacheu (Guinée-Bissau) ;<input type="checkbox"/> Le Parc National d'Orango (Guinée-Bissau). <p>Sur ces sites, des projets REDD+ et de boisement, enregistrés auprès de standards de certification volontaires et des projets de substitution d'utilisation de biomasse non renouvelable et d'efficacité énergétique, certifiés auprès du MDP, ont été proposés.</p> <p>Les financements disponibles, risques et co-bénéfices attendus ont été analysés et les étapes et contraintes pour le développement de ces projets ont été décrites.</p> <p>L'étude a fait l'objet d'un article dans le Courrier du RAMPAO d'avril 2011 (http://www.rampao.org/view/courriers/courrier15.pdf).</p> |